

CHRONOLOGIE

1970

4 sept. : Election présidentielle. **Salvador Allende** Gossens, membre du Parti socialiste chilien, candidat de la *Unidad Popular* (Unité populaire, UP), obtient 36,3% des voix, contre les candidats du Partido nacional (Parti National, de droite) et du Partido Demócrata Cristiano (Démocratie chrétienne, PDC, de centre droit).

4 nov. : **Allende est investi président et forme un gouvernement connu sous le nom de gouvernement de l'Unité populaire**, qui a pour mission d'acheminer le pays vers le socialisme dans la légalité et le respect des institutions en place.

12 nov. : Le Chili rétablit ses relations diplomatiques avec Cuba (rompues depuis la prise du pouvoir de Fidel Castro en 1960).

déc. : premières **expropriations de latifundios** (grandes propriétés terriennes), sur la base de la loi votée sous le gouvernement précédent. Les propriétaires s'organisent et ripostent violemment. De nombreux affrontements entre paysans et propriétaires terriens ont lieu dans la région du Cautin.

1971

8 juin : Edmundo Pérez Zujovic, ancien vice-président et ministre démocrate-chrétien, est **assassiné par un groupe d'extrême gauche**.

11 juil. : **Législation sur la nationalisation des mines de cuivre avec indemnisation pour les compagnies nord-américaines.**

juil. : Premiers signes de pénuries alimentaires.

11 oct. : Le gouvernement revient sur sa décision et annonce que les **compagnies nord-américaines d'exploitation du cuivre ne seront pas indemnisées**, en raison des "profits excessifs" réalisés. **Les Etats-Unis menacent de suspendre l'aide économique au Chili : leur politique visera désormais à asphyxier l'économie chilienne.**

10 nov. - 4 déc. : **visite officielle au Chili du dirigeant cubain Fidel Castro**, vivement critiquée par les partis centristes et conservateurs.

1 déc. 1971 : Première manifestation des "**casserolés vides**" (*cacerolazo*) dans le centre de Santiago : des femmes appartenant à l'opposition et encadrées par le **mouvement d'extrême-droite Patria y Libertad** (groupe financé dans un premier temps par la CIA) protestent contre la pénurie alimentaire et la présence de Castro dans le pays. La manifestation est **sévèrement réprimée** ; après des incidents entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche, **l'Etat d'urgence est décrété dans la capitale.**

1972

21 mars : Le journaliste américain J. Anderson rend publique une correspondance secrète entre de hauts responsables de ITT (une multinationale américaine des télécommunications implantée au Chili) et la CIA, qui met en évidence une **conspiration visant à renverser le gouvernement chilien. La CIA jouera un rôle décisif dans l'entreprise de déstabilisation** du gouvernement de l'UP.

6 juin et 21 août : **Grèves générales** des commerçants.

1971-1973 : le **déclin progressif de l'économie** engendre des grèves à répétition et une opposition croissante au programme socialiste du gouvernement Allende. **L'inflation grimpe de 22% à 600%. Les pénuries de nourriture et de biens de consommation s'aggravent.**

10 oct. : **Grève générale et illimitée** lancée par la **Confédération nationale des transports** (Syndicat patronal qui contrôle les transports routiers), soutenue par le PDC. L'objectif de l'opposition est de **désorganiser la production et la distribution. La grève se généralise et donne lieu à de violents affrontements.**

La crise d'Octobre génère en réponse une **mobilisation sans précédent des travailleurs**, sous la forme d'organisations de communautés ouvrières (les *cordones*) qui tentent d'agir sur le terrain pour limiter les effets des grèves patronales et maintenir la production et la distribution.

6 nov. : **fin de la grève.**

1973

4 mars : Elections législatives : l'opposition, regroupée dans l'alliance électorale *Confederación de la Democracia* (CoDe), remporte les élections par la 55,6% des voix, contre 44,1% à l'UP.

27 juin : proclamation de **l'Etat d'urgence**, en raison du climat de violence **dans le pays.**

29 juin : **Tanquetazo, tentative de coup d'Etat** : soulèvement d'un régiment de blindés, qui fait le siège du palais présidentiel de la Moneda. L'initiative est réprimée par le général Prats et les forces armées fidèles au gouvernement. Allende demande au parlement des pouvoirs extraordinaires, qui lui sont refusés.

16 juil. : *Patria y Libertad* annonce sa décision d'entrer dans la **clandestinité**, afin de **préparer le renversement** du gouvernement Allende.

27 juil. : Assassinat, par Patria y Libertad, du chef de la Maison militaire d'Allende, le capitaine Arturo Araya. **Lancement d'une nouvelle grève des camionneurs, soutenue et subventionnée par la CIA**, qui paralyse le pays.

22 août : La Chambre des députés vote une motion de censure contre le gouvernement pour sa gestion de la grève des camionneurs.

23 août : Suite à la motion de censure, le général Prats, ministre de l'Intérieur et de Commandant en chef des forces armées démissionne. Il est **remplacé par le général Augusto Pinochet** Ugarte.

4-5 sept. : Série de manifestations dans les rues de Santiago, les unes en soutien, les autres en opposition au gouvernement de l'UP. Pour sortir de cette impasse politique, Allende consulte des représentants de la DC pour les faire entrer au gouvernement et prépare pour le 11 septembre un **référendum** sur une réforme constitutionnelle.

11 septembre 1973 : Coup d'État militaire

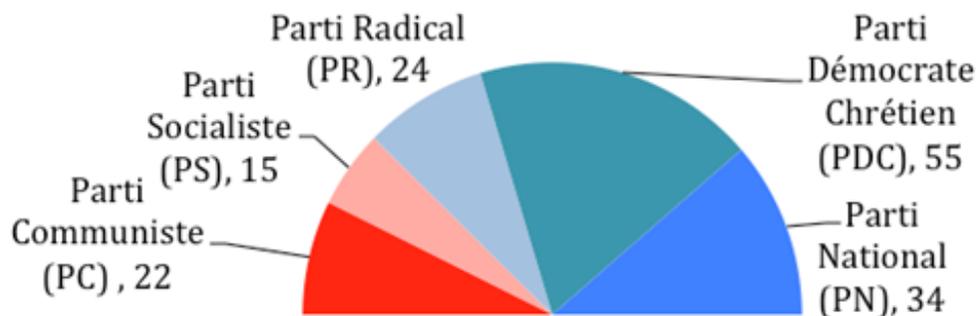
L'Unité Populaire (UP)

L'Unité Populaire est une coalition électorale créée en décembre 1969 réunissant les partis de gauche : Parti Radical (PR), Parti Socialiste (PS), Parti Communiste (PC), Mouvement d'Action Populaire Unitaire - MAPU, Parti de Gauche Radicale, Action Populaire Indépendante. La Gauche Chrétienne rejoint l'UP en 1970. Cette coalition permet aux partis de gauche d'atteindre un poids électoral équivalent à celui de la Démocratie Chrétienne et du Parti National

Le programme du gouvernement d'Unité Populaire prévoit :

- D'accélérer la réforme agraire entamée par le gouvernement Démocrate-Chrétien de Frei.
- La "chilénisation" (la reprise du contrôle des entreprises étrangères qui exploitent les ressources chiliennes, notamment les mines de cuivre) du gouvernement Frei est remplacée par des nationalisations (initialement avec, puis sans indemnisation des compagnies étrangères). Le contrôle de l'Etat est étendu aux "monopoles nationaux" sur les grands secteurs de l'économie.
- La production devra être augmentée et réorientée, pour satisfaire les besoins de la population.
- Des contrôles de prix sont mis en place pour les produits de première nécessité pour favoriser la consommation populaire. Les mesures sociales envisagées concernent entre autres le rattrapage des salaires, l'extension de la sécurité sociale, la construction de logements.
- Enfin la politique étrangère du nouveau gouvernement vise avant tout l'indépendance économique et politique du pays, en se démarquant de la tutelle des États-Unis.

Le Parlement chilien suite aux élections de 1969 (en nombre de sièges)



Source : <http://perspective.usherbrooke.ca>

11 septembre 1973 : Le coup d'Etat militaire

Aux premières heures du jour, la Marine investit la ville de Valparaiso, où se sont tenus, la veille, les préparatifs du coup d'Etat. Le général Pinochet, chef des armées, lance l'assaut à Santiago. Le palais présidentiel de la Moneda est assiégé, puis bombardé. Le président Allende refuse de négocier avec les militaires et meurt durant l'assaut dans l'enceinte du palais.

Une junte militaire, dirigée par les chefs des quatre corps d'armées, exerce dès lors le pouvoir suprême ; elle proclame la déchéance du gouvernement et exige la reddition des principaux dirigeants de l'UP ; elle dissout le Parlement et s'attribue le pouvoir législatif. L'"Etat de guerre interne" est déclaré, le couvre-feu instauré. La liberté de la presse est supprimée, la censure établie. L'Estadio nacional (Stade national), à Santiago, est transformé en centre de détention de masse. Environ 7.000 personnes sont arrêtées. Nombre d'entre elles seront torturées et tuées, dont le musicien Victor Jara.

Le 13 septembre, le général Pinochet est nommé président de la junte : la Constitution est suspendue, les partis politiques sont déclarés illégaux et leurs biens confisqués, les syndicats sont supprimés, les registres électoraux sont détruits.

Dans les semaines qui suivent le coup d'Etat, des centres de détention locaux sont ouverts à travers tout le pays, où la torture est pratiquée systématiquement (Villa Grimaldi et Colonia Dignidad). La répression s'abat de façon systématique sur les dirigeants, les membres et les sympathisants des partis et syndicats de gauche qui avaient participé à l'UP ou l'avaient soutenue. L'UP n'est pas préparée à faire face au putsch. Seuls quelques cordones (quartiers populaires) tentent de se battre. L'opposition au nouveau régime est écrasée.

A partir du mois d'octobre 1973, le général Sergio Arrellano Stark entreprend le tour des camps militaires, et y impose une série d'exécutions sommaires : c'est la « caravane de la mort ».

La dictature du général Pinochet va durer 16 ans

LA GUERRE FROIDE EN AMÉRIQUE (1949-1973)



Bloc de l'Est

 Pays communiste, allié de l'URSS

Bloc de l'Ouest

 Pays membres de l'OTAN

 Dictatures soutenues par les États-Unis

 Autres pays non communistes

L'ingérence des États-Unis

 Crainte d'une extension du communisme

 Intervention militaire des États-Unis

 Coup d'État ou bouleversement politique ayant reçu le soutien militaire, financier ou politique de la CIA

Carte retravaillée à partir de :
1945-1990, des tyrans
« fréquentables » ?,
L'Atlas Histoire, 2010.

GRILLE D'ANALYSE DE LA VIDÉO

	Nom	Lieu de l'entrevue	Rôle / Fonction / Statut social	Sentiment ou analyse exprimé par rapport à la situation politique	Positionnement idéologique et politique face au gouvernement d'Unité Populaire
					
					
					
					
					
					

GRILLE D'ANALYSE DE LA VIDÉO CORRIGÉE

	Nom	Lieu de l'entrevue	Rôle / Statut social	Sentiment ou analyse exprimé par rapport à la situation politique	Positionnement idéologique et politique face au gouvernement d'Unité Populaire
	Inconnu	Frontière chileno-argentine	"Possédante"	Peur diffuse Peur de la chute de l'économie.	Incertitude face au gouvernement Anti-marxiste
	Inconnu	Frontière chileno-argentine	"Possédant"	Peur de l'élection d'Allende. Préfère placer ses biens en Argentine. Ironie face au journaliste.	Opposant au gouvernement Anti-marxiste
	Don Eugenio Eremans	Dans sa propriété terrienne (latifundia)	"Possédant" Grand propriétaire terrien subissant les expropriations	Crainte face à l'arrivée au pouvoir de l'Unité Poulair et d'Allende. Croyance dans la force de la démocratie Croyance dans le loyalisme de l'armée Admet l'importance de la question sociale.	Opposant au gouvernement Anti-marxiste
	Soeur Teresa	Bidonville de Santiago	Religieuse	Espérance dans le gouvernement d'UP. Mais ne croit pas réellement en sa capacité à réformer. Justifie la "lutte armée"	Soutien du gouvernement Marxiste révolutionnaire
	Victor Torro	Bidonville de Santiago	Prolétaire Militant du MIR	Attend beaucoup du gouvernement pour mener les réformes en faveur des pauvres.	Soutien du gouvernement Marxiste réformiste
	Salavador Allende	Résidence privée	Président élu, en attente de son investiture	Entend appliquer son programme malgré les divisions dans la société. S'appuie sur le peuple (dans sa dimension prolétarienne, mais va au-delà en y ajoutant dimension patriotique) contre une minorité de "criminels". Accuse l'extrême droite ("l'anti-patrie") de "conspirer" avec l'aide de "mercenaires".	Marxiste réformiste

Schéma de synthèse : Crise et fin de la démocratie au Chili (1970-1973) – Elèves

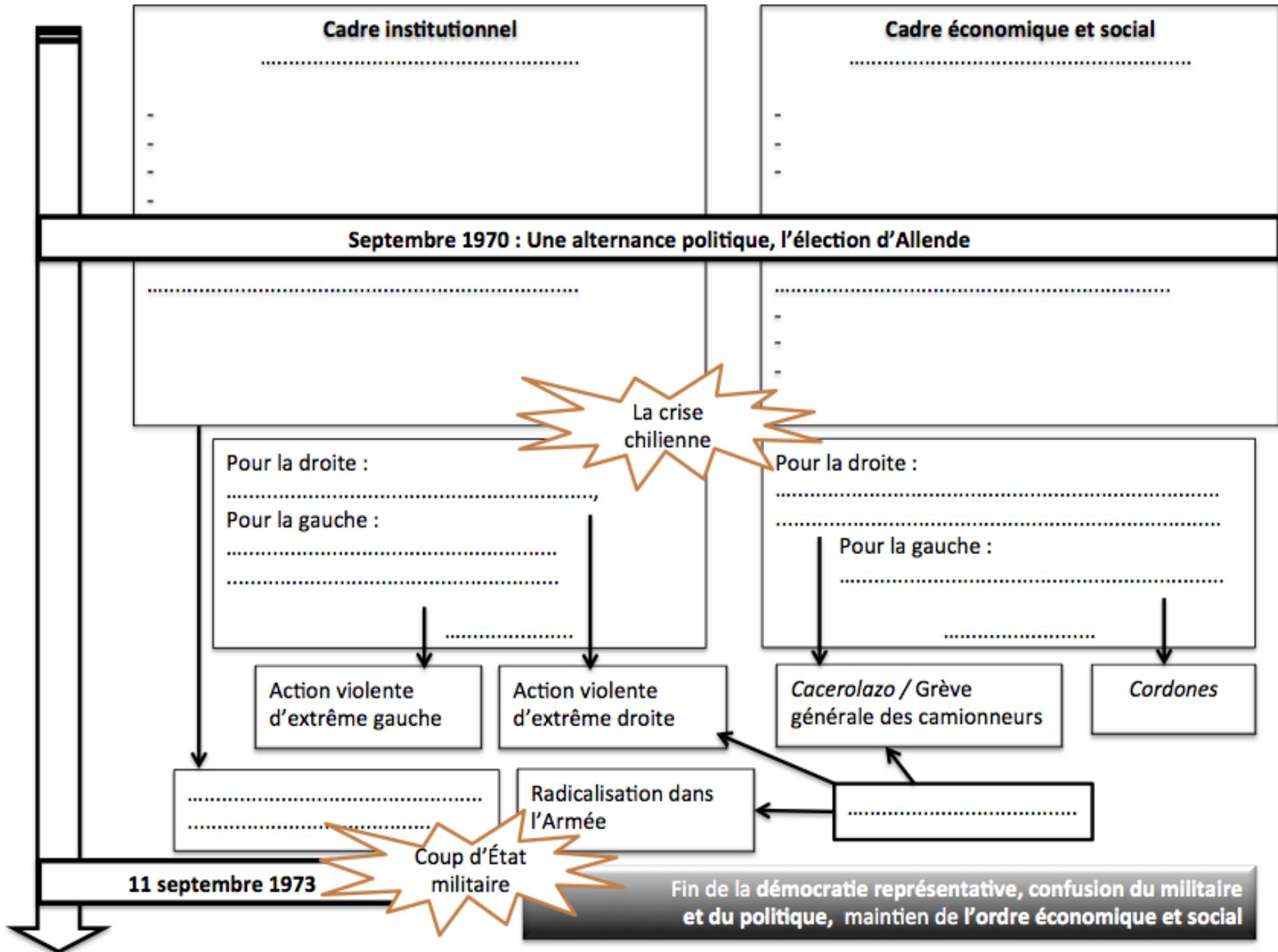


Schéma de synthèse : Crise et fin de la démocratie au Chili (1970-1973)

